

**L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail):** Le comité du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration étudiera demain les prévisions budgétaires de la Commission d'assurance-chômage. L'honorable représentant pourra donc satisfaire alors sa curiosité.

**M. MacEwan:** Je ne puis attendre.

**L'hon. M. Mackasey:** Je n'ai pas l'intention de proposer de modifications à la loi sur l'assurance-chômage au cours de la présente session. Quand je le ferai, il s'agira de modifications d'ensemble et peut-être même d'un remaniement complet de la politique de la Commission.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### LE BLÉ—L'ENTREPOSAGE DANS LES PAYS IMPORTATEURS

**M. R. E. McKinley (Huron):** J'ai une autre question à poser au ministre au sujet du blé. Compte tenu du fait que les producteurs canadiens semblent avoir de la difficulté à exporter leur blé à un prix raisonnable, et de l'importance d'assurer de bons services aux clients, le gouvernement songerait-il à installer des entrepôts canadiens à l'intérieur des frontières des pays importateurs de sorte qu'ils puissent avoir un accès facile au blé canadien lorsqu'ils décident d'en acheter?

## L'AIDE EXTÉRIEURE

### LE BIAFRA—LA DESTRUCTION D'AVIONS DE SECOURS CANAIRELIEF

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre répondra-t-il aux questions posées hier par le chef de mon parti, et à ma question supplémentaire, acceptée comme préavis par le premier ministre suppléant et concernant les tentatives de destruction auxquelles s'est livré le Nigéria sur l'avion de secours du Canada?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, quand je suis revenu ce matin, mon attention a été attirée sur ces points. La situation est la suivante.

Le gouvernement nigérian a souvent précisé que les vols de secours devaient se faire entièrement aux risques de ceux qui les entreprenaient, car des livraisons d'armes continuent de se faire à partir de São Tomé par le même couloir aérien et en même temps que lorsqu'il s'agit des vols de secours. C'est pour éviter de prendre ces risques et afin de permettre une opération de sauvetage efficace

que le gouvernement demandera au colonel Ojukwu d'accepter que les vols de secours aient lieu le jour jusqu'à Uli et Obilago. Dans les circonstances présentes, il ne serait pas possible de justifier l'envoi d'une protestation au gouvernement nigérian en vue de protéger les vols canadiens.

Quant à la deuxième partie de la question, le gouvernement du Nigéria nous a exprimé son inquiétude au sujet de l'intention de Canairelief d'aménager en territoire rebelle une piste d'aviation qui, d'après ses commanditaires, servirait exclusivement aux vols de secours. Étant donné qu'il y a au moins trois pistes connues—à Uli, à Obilago et près d'Uli/Ihiala—dans la zone rebelle à quelques milles du front dont aucune n'est utilisée le jour pour les livraisons de secours, le gouvernement nigérian accepte difficilement qu'une autre piste d'aviation soit aménagée à grands frais, alors que les rebelles ne veulent pas se servir des autres.

### LA DISCUSSION AVEC LE PRÉSIDENT NIXON DES INITIATIVES CANADIENNES

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre à propos de certaines observations faites par le chef de l'opposition. Peut-il dire à la Chambre s'il s'est entretenu avec le président Nixon des initiatives prises par le gouvernement américain au sujet de l'envoi de secours, et de celles que pourrait prendre le gouvernement canadien dans ce domaine?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le président et moi avons discuté la question du Nigéria, mais sans entrer dans le détail. Pour ce qui est de la position des États-Unis, je ne crois pas être en mesure de me prononcer.

**M. MacDonald:** Une autre question supplémentaire. Relativement à la deuxième partie de ma question, le premier ministre pourrait-il nous dire si le président lui a parlé de certaines mesures que notre gouvernement pourrait prendre en vue de participer à l'effort de secours?

**Le très hon. M. Trudeau:** Non, il n'a pas été question de telles mesures.

## LA CONSOMMATION

### LA COMMISSION SUR LES PRIX ET LES REVENUS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** J'aimerais demander au ministre de la Consommation et des Corporations s'il a toujours l'intention de tenir sa promesse quant à